

Un exemple d'opposition de la gauche à Rex : Arthur Gailly et le comité antirex à Charleroi

Préambule (par l'équipe de l'IHOES)

Les élections communales du 8 octobre dernier se sont déroulées dans une Belgique déboussolée par un chômage persistant, fragilisée par le sentiment d'une insécurité croissante et choquée par les scandales politico-judiciaires à répétition. Du pain béni pour les partis antidémocratiques qui se sont fait une spécialité de vilipender les faiblesses de notre système démocratique pour attirer à eux les électeurs aveuglés. À tel point que de nombreux politologues prédisaient un raz-de-marée noir le 8 octobre dernier. Avec raison, puisque l'extrême droite connaît une progression importante au niveau national par rapport aux élections communales de 2000 : elle compte aujourd'hui en Belgique quelque 839 élus communaux (si l'on tient compte des résultats engrangés par le Vlaams Belang, le Front national et ses dissidences, FNB et Force nationale) contre 466 auparavant ! Par ailleurs, les partis antidémocratiques obtiennent des scores élevés dans certaines communes : si les résultats de Schoten (35 % en faveur du VB) font froid dans le dos, tout aussi préoccupants sont les scores obtenus par le FN dans certaines communes wallonnes dont il était absent en 2000². Pas de quoi se réjouir donc ! Et pourtant, certaines données sont là qui mettent du baume sur cette plaie purulente : ainsi par exemple la nette régression à Schaerbeek de l'électorat d'extrême droite (passée de 9,8 % à 6 %), la stagnation du Vlaams Belang dans son bastion anversois et la perte de deux de ses élus à Gand (9 contre 11 en 2000). Il s'agit certes d'un succès mitigé en termes de chiffres absolus, mais en termes symboliques, c'est une immense victoire : la mobilisation des forces démocratiques a enfin permis de mettre un frein à la progression jusque-là inexorable de l'extrémisme. La propagation de la peste brune n'est pas une fatalité ; elle est mise à mal par les nombreuses campagnes de sensibilisation aux dangers de l'extrême droite menées tant au Nord qu'au Sud du pays.

C'est dans ce contexte des élections où la déception wallonne est tempérée par l'espoir d'une prise de conscience au Nord, qu'il nous a paru instructif de mettre en perspective la situation politique actuelle et celle de la montée du rexisme dans les années trente. Aussi, l'IHOES a demandé à Flore Plisnier, licenciée en histoire contemporaine de l'ULB, de rédiger une analyse consacrée au comité Antirex à Charleroi de 1936 à 1939. Un sujet qu'elle connaît particulièrement bien puisqu'elle a consacré son mémoire à l'étude du rexisme à Charleroi³. Flore Plisnier met en évidence combien, hier comme aujourd'hui, la montée des extrémismes surfe sur une vague populiste et poujadiste : se présentant comme les hérauts des valeurs retrouvées, Philip Dewinter et Daniel Féret, comme Rex quelques décennies auparavant, dénoncent la corruption généralisée au sein des partis politiques et promettent aux déçus, aux aigris et aux révoltés de tous poils de nettoyer la société pour la rendre "plus blanc que blanc".

L'auteur démontre aussi toute la nécessité de répondre systématiquement à leurs argumentations fallacieuses, réductrices et opportunistes. Il apparaît plus que jamais que la lutte contre l'extrême droite est indissociable du combat en faveur d'une plus grande justice sociale et qu'elle doit s'accompagner d'une intensification du dialogue avec le citoyen. C'est ce défi qu'Arthur Gailly a relevé autrefois et qu'il nous appartient de relever à notre tour aujourd'hui.

A gauche : l'hebdomadaire d'extrême droite "REX", daté du 24 janvier 1936, tient un discours populiste et accuse les autres partis, principalement les socialistes, de corruption.

A droite : un imprimé électoral du Front National pour les élections du 8 octobre 2006, reprenant un discours similaire, y compris jusque dans la terminologie utilisée (idée de "pourriture" des partis traditionnels, de corruption généralisée, etc.).

Un exemple d'opposition de la gauche à Rex : Arthur Gailly et le comité antirex à Charleroi

Le rexisme d'avant guerre

Au cours de l'entre-deux-guerres, on assiste dans presque toute l'Europe à l'émergence d'un fort courant politico-intellectuel qui rejette les principes et les valeurs de la démocratie⁴. Issu de cette mouvance idéologique, Rex est à l'origine un mouvement d'étudiants et d'intellectuels provenant de l'université de Louvain et menés par Léon Degrelle. Ce dernier, en prenant les rennes de la maison d'édition catholique « Christus Rex », profite de cette opportunité pour diffuser ses idées politiques. Son message est populaire et rencontre les aspirations de jeunes intellectuels préoccupés par une régénération catholique de la société. Ces derniers, insatisfaits par la politique prudente menée par leur parti, recherchaient un individu ou un groupe capable de traduire cette aspiration en un mouvement de masse mobilisateur⁵. Les rexistes se voyaient comme les apôtres d'un catholicisme ardent, intelligent et intégral qui allait transcender la corruption du vieux monde et ouvrir une nouvelle ère dominée par les valeurs chrétiennes. Cependant, dès août 1935, lorsqu'ils fondent un front populaire, les rexistes commencent à se dégager de leurs aspirations antérieures essentiellement catholiques. Bien qu'à l'origine Rex soit un mouvement contestataire à l'intérieur du monde catholique, sa propagande prend un nouveau ton en 1936 en dénonçant non seulement les faiblesses du parti catholique, mais aussi celles des autres partis. La rupture avec le parti catholique est inévitable et Rex se présente aux élections législatives de mai 1936 en tant que force politique indépendante regroupant des mécontents tous azimuts. Les jeunes catholiques idéalistes des origines ne forment désormais plus qu'une des composantes du Mouvement au sein duquel ils côtoient des anciens combattants aigris, des anti-communistes et des commerçants appauvris. Les qualités de tribun de Degrelle, ainsi que son dynamisme juvénile combinés à la dénonciation d'une classe dirigeante impopulaire, parvient à fédérer un grand nombre de mécontents dans cette atmosphère troublée de la Belgique des années 1930. Rex récolte 11,49 % des voix à l'échelon national, ce qui lui permet d'envoyer 21 représentants à la Chambre. La cause du succès rexiste de 1936 n'est pas à chercher dans la crise économique. En effet, le taux de chômage enregistré cette année-là était fortement retombé et les douze mois précédents constituaient une période de relèvement rapide et sensible. Il y avait encore certes de nombreuses victimes de la crise de 1929, spécialement parmi les classes moyennes, qui n'avaient pas encore cueilli les fruits du redressement, mais dans l'ensemble, Rex ne tira pas grand profit de la situation économique⁶. Le succès rexiste a des causes essentiellement politiques. Face à la crise du régime et des partis politiques, beaucoup d'électeurs insatisfaits se sont tournés vers le rexisme. Les causes propres du succès du parti sont dues notamment à la vigueur de sa propagande, son audace, sa jeunesse face à l'atonie et à l'immobilisme relatif des autres partis. De même, face à l'affairisme et aux scandales financiers, Rex a mis l'accent sur les valeurs morales. Mais cette intrusion du rexisme sur la scène politique aura pour corollaire la naissance de l'anti-fascisme qui jouera le rôle de ciment idéologique du nouveau gouvernement tripartite⁷.

Cependant, ce ralliement de mécontents du régime parlementaire va s'avérer être une base très précaire pour le parti. Après l'euphorie des débuts, Degrelle et les rexistes ont quelques difficultés à maintenir l'état de grâce suite à l'expression de tensions entre les différentes tendances présentes au sein du Mouvement⁸. Mais les obstacles rencontrés par Rex ne seront pas uniquement d'origine interne. Le gouvernement d'union nationale prend une série de mesures afin de contrer la concurrence rexiste et apaiser le mécontentement populaire vis-à-vis du système parlementaire. Au printemps 1937, Degrelle, fasciné par l'arrivée au pouvoir d'Hitler mais désireux de rester dans le cadre légal, provoque une élection partielle à Bruxelles. Persuadé de sa victoire, il entame une campagne acharnée au terme de laquelle il subit un échec cuisant. Les trois partis de la majorité ont en effet décidé de soutenir un candidat unique en la personne du Premier Ministre Paul Van Zeeland. Cette défaite, couplée aux dissensions internes, entraîne une radicalisation du Mouvement dont l'inspiration catholique initiale laisse place à une banale imitation des autres mouvements autoritaires européens⁹. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, Rex se réduit à un groupe marginal qui ne met plus sérieusement en péril le statu quo politique.

Rex à Charleroi ou la tentative désespérée de séduction des masses

À l'origine, les sections existantes de Rex dans le pays sont principalement des organisations à vocation commerciale chargées de la vente des différents journaux à la sortie des églises ainsi que de la collecte des abonnements. En juin 1934, le mouvement rexiste se structure de façon plus concrète au Pays Noir, faisant de Charleroi une des plus ancienne section rexiste du pays. Bien vite, le rexisme carolorégien ne s'identifie plus à une simple organisation centrée sur une vingtaine de paroisses. Il prend une orientation de plus en plus politique avec l'apparition des premiers meetings. Il ne s'agit plus d'assemblées générales ou de conférences de Degrelle ayant trait au catholicisme, mais de réunions consacrant le mouvement rexiste lui-même. On est en pleine campagne destinée à préparer les élections législatives du 24 mai 1936.

Ces manifestations se dérouleront généralement au Pays de Charleroi dans un climat houleux d'affrontement avec les socialistes. Léon Degrelle s'oppose à Arthur Gailly¹⁰ le 22 mai 1936. Pour l'occasion, *Le Journal de Charleroi*, quotidien socialiste, lance un appel au rassemblement devant le local où devait avoir lieu le meeting. Malgré un filtrage de la police, l'assistance du Théâtre des Variétés est composée d'environ deux tiers de socialistes. La contradiction est accordée à Arthur Gailly mais aussi à Henri Glineur¹¹, député communiste de l'arrondissement. L'atmosphère régnant dans la salle est extrêmement tendue, le leader rexiste est chahuté et souvent interrompu. À l'extérieur la tension est aussi perceptible et on déplore plusieurs incidents, tels des bagarres de rue et un autocar rexiste renversé, et ce malgré un important service d'ordre constitué de pelotons de cavalerie de la gendarmerie munis de masques à gaz et d'équipement militaire.

Nonobstant l'implantation prépondérante de la gauche dans le bassin industriel, Rex tente de séduire les ouvriers. Cependant, les tensions que les meetings de Degrelle suscitent et l'analyse des professions exercées par les candidats rexistes aux élections de 1936 constituent des preuves de l'échec de l'implantation du mouvement au sein de la population ouvrière. Le parti, comme partout ailleurs, est soutenu par les professions libérales et commerçantes. Dans sa tentative d'attirer les forces laborieuses, Degrelle n'hésite pas à faire preuve de démagogie. En effet, en juin 1936, le pays est frappé par une grande vague de protestations et de grèves. Dès le 9 juin, la centrale nationale des mineurs réclame le relèvement des salaires, la semaine des 40 heures et les congés payés. Le refus patronal engendre une vive réaction syndicale et les mineurs réunis en congrès le 14 juin décident de partir en grève générale. Cette dernière s'installe dès le lendemain dans tous les charbonnages du Pays de Charleroi. Il ne faudra que quelques jours pour qu'elle paralyse la totalité de l'activité économique de la région¹². Le travail reprendra le 29 juin après que les grévistes aient obtenu la semaine des 40 heures, les congés payés pendant une semaine et le salaire minimum garanti. Ces grèves seront l'occasion pour Degrelle de faire preuve d'une démagogie sans limite. Bien qu'il ait fermement condamné la grève générale des dockers du port d'Anvers du 5 juin en dénonçant le caractère insurrectionnel ainsi que l'emprise des communistes et des socialistes sur le mouvement¹³, Degrelle change de ton avec le mot d'ordre de grève générale lancé par les mineurs de Wallonie. À partir de ce moment, son attitude sera constante, en opposition complète avec les autres partis, qui tous, sauf le parti communiste, désapprouvent ces grèves¹⁴. Une nouvelle fois, le leader de Rex, par cette attitude, montre sa volonté d'amener à lui un électorat déjà gagné à la gauche. Ce revirement sera dénoncé par les ouvriers. Les commerçants de Charleroi gagnés à la cause rexiste ont apposé sur leur vitrine des affichettes annonçant que, par solidarité avec les grévistes, les magasins de la ville seraient fermés le 19 juin toute la journée. Les ouvriers réagissent en demandant aux commerçants de retirer cette affiche et d'apposer à leur tour des affichettes dénonçant cet opportunisme¹⁵.

Revenons aux élections législatives de 1936. Dans l'arrondissement de Charleroi, les rexistes totalisent 8,6 % des votes, soit 11.746 voix, offrant ainsi à Prosper Teughels un mandat de député. Face au certain succès remporté, la Fédération socialiste de Charleroi s'organise afin de juguler ce mouvement. Un comité "Antirex" se constitue au sein de la Fédération afin de contrer les troupes de Degrelle chaque fois que l'occasion se présente. Le président de ce comité n'est autre qu'Arthur Gailly et son secrétaire Edmond Yernaux¹⁶. Outre des appels à la mobilisation, le comité sillonne les communes du Bassin de Charleroi où il tient de nombreuses conférences. Le premier appel à la mobilisation est lancé par le comité le 11 novembre 1936 car un meeting de Degrelle est prévu pour le 15 du même mois. Gailly et Yernaux espèrent pouvoir par ce moyen mobiliser environ 25.000 personnes au Hall des expositions, soit à 50 mètres du lieu de rassemblement rexiste¹⁷.

Mais le Conseil communal de la Ville de Charleroi réuni à huis-clos surprend tout le monde le 12 novembre en interdisant la tenue des deux rassemblements. La réaction du *Pays Réel* ne se fait pas attendre. Degrelle parle de l'inclinaison du bourgmestre libéral Tirou¹⁸ devant "l'ukase marxiste"¹⁹. Les rexistes répliquent à cette interdiction en empêchant Victor de Laveleye²⁰, président du conseil national du parti libéral, de tenir son meeting prévu le 16 novembre et autorisé par la Ville. Les partisans de Degrelle qui voyaient dans ces circonstances un acte de provocation, décidèrent d'appliquer la résolution prise par le leader de Rex quelques jours plus tôt. Ce dernier avait déclaré lors d'un meeting à Namur que, là où Rex ne pourra pas parler, personne ne parlera²¹. Ainsi, avant l'heure de la réunion, un important contingent rexiste occupait la salle où devait avoir lieu le rassemblement libéral. Ils commencèrent à chahuter alors que les chefs rexistes locaux parlementaient pour obtenir la contradiction. Mais les cadres rexistes ne réussirent pas à contrôler leurs troupes car le chahut continua. La salle dut être évacuée par la gendarmerie et on décida de remettre le meeting à une date ultérieure. Toutefois, les troupes de Degrelle ne se contentèrent pas d'avoir empêché le rassemblement libéral d'avoir lieu.

Un nouvel appel à la mobilisation est lancé par le comité Antirex le 25 novembre car Degrelle compte exercer ses talents d'orateur lors d'un meeting à Châtelet²². À cette occasion, une assemblée socialiste est organisée à quelques centaines de mètres du lieu de rassemblement rexiste. On déplora quelques rixes, mais aucun incident grave, même si le journal rexiste prétendit que les communistes avaient fait couler 150 boules de plomb afin d'assommer les organisateurs du rassemblement²³, et ce, grâce à des forces de gendarmerie nombreuses et prêtes à intervenir²⁴. Une fois de plus, Léon Degrelle cherche à gagner les ouvriers: trois des orateurs sont des mineurs. Ils stigmatisent, dans leurs interventions, la trahison des partis ouvriers, pour démontrer que seul Rex peut défendre les revendications ouvrières, que les marxistes n'hésitent pas à envoyer à la mort de jeunes Belges en Espagne et que Rex n'a jamais reçu aucun denier allemand²⁵.

Quelques jours plus tard, un nouvel appel à la mobilisation est lancé lors d'un autre meeting de Degrelle au Théâtre des Variétés de Charleroi. Cette fois-ci les rexistes utilisent un subterfuge pour éviter que leur rassemblement ne soit à nouveau interdit : il ne s'agit pas d'un meeting mais d'une assemblée générale pour laquelle l'autorisation de la Ville n'est pas nécessaire²⁶. Les incidents seront multiples : une brique sera lancée dans la direction de la voiture du leader rexiste, une voiture rexiste fauchera un infirme et les rixes de rue seront nombreuses²⁷.

Le comité Antirex n'attend pas toujours l'annonce d'un meeting rexiste pour organiser la contradiction, il prend également des initiatives. Ainsi le 30 janvier 1937, Arthur Gailly organise à Lodelinsart un rassemblement pour dénoncer le fascisme et la dictature. Il profite de cette occasion pour inviter Degrelle et les mandataires rexistes à venir apporter la contradiction²⁸.

Cette mobilisation socialiste et communiste commence à être critiquée. D'après *La Gazette de Charleroi*, journal de tendance libérale, le meeting rexiste du 27 février 1938 à Trazegnies aurait été un véritable fiasco si les socialistes n'avaient pas voulu manifester ce jour-là, évitant ainsi toute publicité pour ledit meeting²⁹. La contre-propagande socialiste qui a en effet été déployée pour ce rassemblement fut assez importante : 2 000 circulaires furent distribuées et 500 affiches placardées. À cela vient s'ajouter l'utilisation d'une voiture radio pendant trois demi-jours, le tout pour un budget d'environ un millier de francs. Mais la mobilisation fut payante car, d'après la gendarmerie, il n'y eut pas plus de 500 participants au meeting rexiste pour un millier à celui de Gailly³⁰, ce qui marque en quelque sorte le déclin du mouvement rexiste au Pays Noir et le nouvel échec de Degrelle conquérant la classe ouvrière.

Ces rassemblements rexistes vont peu à peu se transformer au fil des mois en meetings électoraux en vue des élections communales d'octobre 1938. Mais certaines communes craignant les troubles vont interdire toute réunion ou toute manifestation sur leur territoire. C'est notamment le cas à Marchienne-au-Pont où le Conseil communal décide à l'unanimité d'interdire le meeting rexiste et les contre-manifestations prévues le 8 septembre³¹.

Les élections du 16 octobre 1938 se solderont par une nouvelle défaite des rexistes. On ne compte qu'un seul élu à Charleroi parmi toutes les communes où s'était présentée une liste rexiste homogène. Dans les autres communes de l'arrondissement, les sièges remportés par les rexistes sont le résultat d'une alliance avec d'autres partis. Cette déconfiture électorale va être confirmée lors des élections législatives de 1939. La campagne électorale semble plongée dans une plus grande léthargie que précédemment. Il n'y a plus qu'une seule mention de meeting électoral de Degrelle au Théâtre des Variétés. Il y parle d'ailleurs devant une salle à moitié vide alors que des cartes d'entrée gratuite avaient été distribuées³². Le comité Antirex ne lance plus aucun appel à la mobilisation, nouvelle preuve de la perte de vitesse du mouvement dans tout le Pays Noir.

Notes

- ¹ Ces chiffres se décomposent comme suit : Région wallonne (26 élus), Région de Bruxelles-capitale (19 élus), Région flamande (794 élus) Chiffres cités d'après le site de "Résistances" (resistances.be), consulté le 28 novembre 2006.
- ² Mons (8 %), Fleurus (9 %), Châtelet (10 %), Courcelles (11 %), Quaregnon (11 %) et Pont-à-Celles (13 %).
- ³ F. PUSNIER, *Le Rexisme et l'Ordre nouveau dans la région de Charleroi de 1933 à 1944*, Université Libre de Bruxelles, mémoire de licence en histoire dirigé par Joseph GOTOVITCH, année académique 2001-2002.
- ⁴ M. CONWAY, "De la cité séculière à la cité de Dieu : les catholiques et la politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres", in *Cahiers*, n°13, Bruxelles, 1990, p. 58.
- ⁵ *Ibidem*, p. 79.
- ⁶ J. STENGERS, "La droite en Belgique avant 1940", in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°468-469, Bruxelles, 1970, p. 26 ; J.M. ETIENNE, *Le mouvement rexiste jusqu'en 40*, Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques n°165, Paris, 1968, p. 59.
- ⁷ J. M. ETIENNE, *op. cit.*, p. 62.
- ⁸ M. CONWAY, "De la cité séculière à la cité de Dieu : les catholiques et la politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres", p. 84.
- ⁹ M. CONWAY, *Degrelle. Les années de collaboration*, Ottignies, 1994, p. 25.
- ¹⁰ Arthur Gailly : syndicaliste socialiste né à Wanfercée-Baulet en 1892 et décédé à Charleroi en 1974. Ouvrier mouleur, il devient en 1919 membre du comité exécutif de la Fédération des Métallurgistes de Charleroi dont il deviendra le secrétaire général. Il fut dans les années 1933-1934 un des animateurs du Plan du Travail. Bourgmestre de Mont-sur-Marchienne, il sera également député socialiste de Charleroi de 1937 à 1961. (HASQUIN, H. (sous la dir. de.), *Dictionnaire d'histoire de Belgique. 20 siècles d'institutions, les hommes, les faits*, Bruxelles, 1988, p. 216 ; VAN MOLLE, P., *Le Parlement belge*, p. 151 ; *Encyclopédie du Mouvement wallon*, tome II, Charleroi, 2000, pp 692-693, notice de P. DELFORGE.)
- ¹¹ Henri Glineur : né à Roux le 13 mars 1899 et décédé à Jumet le 28 janvier 1978. Ouvrier verrier, il est parmi les fondateurs du Parti communiste de Belgique. Animateur des grandes grèves de 1932 à Charleroi, il sera ensuite élu député aux élections législatives de la même année. Il conserve ce poste jusqu'à l'occupation. Il est également secrétaire politique de la fédération de Charleroi de 1928 à 1940. Durant l'occupation, il se lance alors dans la résistance. Au sortir de la guerre, il devient sénateur et bourgmestre de Roux. Il est exclu du PC en 1963. (*Nouvelle biographie nationale*, tome IV, Bruxelles, 1997, pp. 186-188, notice de A. COLIGNON ; VAN MOLLE, P., *Le Parlement belge*, p. 157 ; *Encyclopédie du Mouvement wallon*, tome II, p. 726, notice de A. COLIGNON.)
- ¹² F. POTY, *Rouge et noire. Histoire de la démocratie et du mouvement ouvrier au Pays de Charleroi*, PAC, Charleroi, 1979., p. 221 ; J. L. DELAET, F. POTY, *Charleroi, mémoire ouvrière 1885/1985, histoire des fédérations*, PAC, Bruxelles, 1985., p. 80.
- ¹³ J. M. ETIENNE, J.M., *op. cit.*, p. 117.
- ¹⁴ *Ibidem*, p. 118.
- ¹⁵ *Le Pays Wallon*, 19.6.1936, p. 2.
- ¹⁶ Edmond Yernaux : né à Montignies-sur-Sambre le 29 novembre 1894 et y décédé en 1977. Instituteur, journaliste, bourgmestre de Montignies-sur-Sambre en 1927. Il sera également sénateur socialiste pour l'arrondissement de Charleroi-Thuin de 1936 à 1961. (VAN MOLLE, P., *Le Parlement belge*, p. 389 ; DENOËL, Th (sous la dir. de), *Le nouveau dictionnaire des Belges*, p. 799.)
- ¹⁷ *Le Journal de Charleroi*, 11.11.1936, p. 1 ; *Le Rappel*, 13.11.1936, p. 3.
- ¹⁸ Joseph Tirou : né à Jumet le 5 avril 1876 et décédé à Charleroi le 17 juin 1952. Fabricant de tabac industriel, il est conseiller communal dès 1911. Échevin des Finances en 1922, il devient bourgmestre de Charleroi en 1925 et sera obligé de démissionner de cette fonction le 22 août 1940 car il avait quitté le pays lors de la campagne des dix-huit jours. Il sera sénateur provincial de 1939 à 1946. (VAN MOLLE, P., *Le Parlement belge*, p.318 ; *Dictionnaire des patrons en Belgique*, p. 584-585, notice de J.L. DELAET.)
- ¹⁹ *Le Pays Réel*, 17.11.1936, p. 8.
- ²⁰ Victor de Laveleye : homme politique libéral né à Bruxelles en 1894 et décédé à Ixelles en 1945. Il devient conseiller communal de Saint-Gilles et puis président du parti libéral en 1936. Il sera ministre de la Justice en 1937 et de l'Instruction publique en 1944-1945. (HASQUIN, H. (sous la dir. de), *Dictionnaire d'histoire de Belgique. 20 siècles d'institutions, les hommes, les faits*, Bruxelles, 1988, p. 148 ; VAN MOLLE, P., *Le Parlement belge*, p. 86.)
- ²¹ *Le Pays Réel*, 17.11.1936, p. 8.
- ²² *Le Journal de Charleroi*, 25.11.1936, p. 2.
- ²³ *Le Pays Réel*, 28.11.1936, p. 1.
- ²⁴ *Le Rappel*, 27.11.1936, p. 3.
- ²⁵ *Le Pays Réel*, 28.11.1936, p. 1.
- ²⁶ *Le Rappel*, 30.11.1936, p. 3.
- ²⁷ *Le Pays Réel*, 30.11.1936, p. 1 ; *Le Journal de Charleroi*, 30.11.1936, p. 1 et 3 ; *Le Pays Wallon*, 30.11.1936, p. 3.
- ²⁸ *Le Journal de Charleroi*, 29.1.1937, p. 2.
- ²⁹ *La Gazette de Charleroi*, 26.2.1938, p. 4.
- ³⁰ *Le Journal de Charleroi*, 3.3.1938, p. 2.
- ³¹ *Le Pays Wallon*, 8.9.1938, p. 3.
- ³² *Le Journal de Charleroi*, 2.4.1939, p. 5.